

Chapitre 1

« C'est la faute de la mondialisation »

Selon un sondage Globalscan réalisé en 2006, la mondialisation constitue une menace pour 72 % des Français. Or il n'est pas toujours simple pour un économiste de comprendre pourquoi ce terme a acquis une connotation aussi péjorative. Comment peut-on se déclarer « antimondialiste » ? L'insertion dans la mondialisation, c'est-à-dire dans le commerce international, est la meilleure chance de développement des pays pauvres. Importer des biens d'équipement, exporter des biens de consommation, attirer les investissements étrangers pour bénéficier de transferts de technologie : voilà des recettes simples mais éprouvées qui ont permis, hier au Japon et à l'Asie du Sud-Est, aujourd'hui à la Chine, à l'Inde ou au Brésil, de monter dans le train du développement...

Pour saisir la mutation qui se déroule sous nos yeux, un court rappel historique s'impose. Le début des années quatre-vingt-dix ne correspond pas seulement au passage des pays du bloc de l'Est à l'économie de marché. C'est également, en Chine, l'appel de Deng Xiaoping pour davantage de liberté économique (en 1992), mais aussi l'ouverture de l'économie indienne, la rupture avec le « socialisme à l'indienne » de Nehru. En quelques années, presque la moitié de l'humanité a rejoint l'économie de marché !

Plus récemment, en particulier sous l'égide et grâce aux conseils plus avisés qu'on ne le dit parfois du FMI, des pays comme le Brésil ou, moins loin de nous, la Turquie ont confirmé leur choix d'entrer de plain-pied dans l'économie de marché et dans la mondialisation. Quel fut le résultat ? Tous ces pays se sont engagés dans une phase accélérée de développement, et de véritables classes moyennes sont apparues. Est-ce une menace pour nous ou une opportunité ? Les deux bien sûr, mais surtout une opportunité.

« Les entreprises iront toujours produire à l'endroit où les salaires sont les plus bas »

Peu de termes sont plus anxiogènes que celui de *délocalisation*, qui traduit le déménagement d'une unité de production de la France vers l'étranger, afin de réimporter dans l'Hexagone les produits confectionnés hors de ses frontières. En septembre 2004, *la Tribune* révélait que la lutte contre les délocalisations constituait pour les Français la priorité du gouvernement, devant l'amélioration du pouvoir d'achat et les baisses d'impôts. En 2005, Laurent Fabius justifiait son virage à gauche et appelait à voter « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen en brandissant la menace des délocalisations dans les pays de l'Est. Durant la campagne présidentielle de 2007, plusieurs candidats ont fait de la lutte contre les délocalisations un *leitmotiv*.

Bruits de couloir

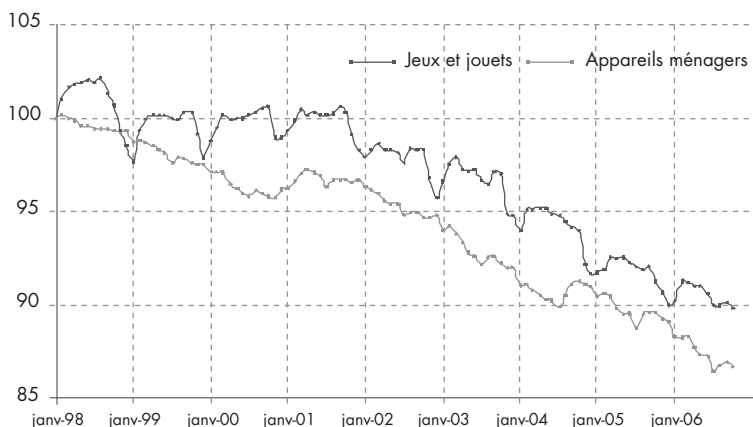
Ces craintes sont compréhensibles, car certains chiffres donnent le vertige. Les coûts salariaux dans l'industrie chinoise sont environ 30 fois moins élevés que ceux des pays les plus développés (dont la France). Les ouvriers chinois sont peu payés, car ils sont très nombreux et se recrutent à foison. Théoriquement, l'ensemble de la population chinoise qui vit

dans les campagnes pourrait être employée dans les villes côtières soumises à une croissance ultrarapide, comme Shanghai ou Canton. Cette main-d'œuvre abondante, presque illimitée, tire les salaires vers le bas. Plus précisément, on estime que 20 millions de travailleurs chinois venus des campagnes rejoignent ainsi l'économie de marché chaque année ! À deux heures de vol de Pékin, l'agglomération de Chongqing, qui compte 31 millions d'habitants, en gagne 500 000 nouveaux par an. Le résultat de ces « migrations » est que les entreprises chinoises sont capables de produire des biens manufacturés avec des prix de revient extrêmement bas, ce qui profite largement aux consommateurs occidentaux. Depuis 2000, les prix de détail des jeux et des jouets que nous offrons à nos enfants ont reculé de 8 %. Ceux de l'électroménager ou de l'électronique de loisir sont aussi en baisse, ce qui accroît notre pouvoir d'achat. Cette hausse est donc en grande partie due à l'exploitation des campagnes chinoises par les villes côtières.

À ceux qui critiquent d'instinct la mondialisation, j'ai souvent envie de demander s'ils s'interdisent par pure éthique personnelle d'acheter des produits *made in China*. Ce sont les moins riches d'entre nous qui bénéficient de la mondialisation. En effet, plus un ménage dispose d'un revenu élevé, plus dans sa consommation la part de produits manufacturés (ceux dont le prix recule grâce à la mondialisation) baisse. Inversement, plus un ménage est pauvre, plus il achète de produits manufacturés. Ainsi, la mondialisation profite le plus aux consommateurs qui ont le moins de moyens.

La baisse des prix des jouets et de l'électroménager

Indice de base 100 en janvier 1998



Source : Insee, calculs Asterès.

Outre le secteur du jouet, de grandes industries comme celles du vêtement, de l'électroménager ou de l'électronique ont presque déserté les territoires occidentaux pour se déplacer vers l'Est. Une partie de ces transferts de production correspond à ce que l'on appelle des délocalisations. Les syndicats et le grand public s'émeuvent de ce phénomène qui se traduit par des fermetures de sites et des pertes d'emplois. Certes le problème existe, mais il faut le mettre en perspective.

Un phénomène plus spectaculaire qu'important

Les ordres de grandeur en jeu sont en effet faibles. L'économiste français Philippe Martin a calculé que durant la décennie 1990, 90 000 pertes d'emplois étaient imputables aux délocalisations. Sachant qu'environ 10 000 emplois sont créés et détruits en France tous les jours, ce chiffre semble dérisoire. Pourquoi n'y a-t-il pas même davantage de délocalisations ? Tout simplement parce qu'il est extrêmement compliqué en pratique de délocaliser. En effet, si les salaires sont faibles dans

les marchés émergents, la productivité l'est souvent également, car les travailleurs sont moins bien formés que dans les pays riches. Par ailleurs, les méthodes de management des organisations ne sont appliquées que depuis peu, et la qualité des infrastructures laisse souvent à désirer. Enfin, il est difficile de rentabiliser une délocalisation pour les biens volumineux ou lourds exigeant des coûts de transport et de logistique élevés (acheminer des congélateurs de la Chine vers l'Europe peut coûter très cher !).

Faire de la lutte contre les délocalisations une obsession de la politique économique, c'est regarder la mondialisation par le plus petit bout de la lorgnette ! Cela ne signifie pas qu'il faille se désintéresser de la question. Simplement, il s'agit d'un problème de redistribution : la mondialisation fait de nombreux gagnants, mais aussi un certain nombre de perdants. Les emplois créés par la mondialisation ne sont pas les mêmes que ceux qui sont détruits.

Le consultant multilingue, le dirigeant d'une société d'informatique ou le gestionnaire de fonds sont assurément gagnants. En tant que consommateurs, ils bénéficient comme les autres des prix bas permis par la compétition internationale. En tant que salariés, ils voient s'ouvrir devant eux un marché mondial et sont encore peu concurrencés par les pays émergents. Pour les employés du secteur des services aux ménages (nourrices, plombiers, électriciens, coiffeurs...), la mondialisation est aussi plutôt positive. Ils en profitent en tant que consommateurs, et leur emploi ne peut par nature être délocalisé. Bien entendu, le cas des salariés d'équipementiers automobiles ou de constructeurs d'électroménager est différent. Pour eux, la menace chinoise ou indienne ne relève pas du fantasme...

« La vague chinoise va nous submerger »

« Dans un œuf, y'a du blanc et du jaune, eh ben quand on mélange, y reste plus que du jaune. » Voilà comment, en 1979, Coluche résumait la pensée française à l'égard de l'ouverture de la Chine au reste du monde. Plus de vingt-cinq ans après, les esprits n'ont guère évolué. La Chine est considérée comme un immense trou noir qui va faire disparaître notre industrie, nos emplois et le pétrole de la planète entière. Et ce n'est pas la production littéraire française sur la question qui va nous rassurer, les titres des ouvrages publiés ces dernières années sont éloquentes : *La Chine sera-t-elle notre cauchemar* ?¹, *La victoire de la Chine : l'Occident piégé par la mondialisation*², *L'Empire Chinois*³, etc.

L'« atelier chinois » et le « bureau indien »

Pourtant, force est de constater que les économies occidentales savent très bien utiliser l'« atelier chinois », le « bureau indien »⁴, ou plus généralement l'ensemble des pays émergents dans lesquels il peut être rentable de produire aujourd'hui.

Revenons aux délocalisations. Quand elles sont nécessaires, elles ont des retombées positives pour l'entreprise qui en est à l'origine. Lorsqu'un chef d'entreprise décide de délocaliser une partie de sa production, il le fait évidemment pour rester compétitif, et non pour toucher du doigt les mystères de l'Asie. Face à une structure souffrant de coûts fixes⁵ trop éle-

1. Philippe Cohen et Luc Richard (Mille et une nuits, 2005).

2. Jean Mandelbaum et Daniel Haber (Descartes Et Cie, 2001).

3. Pierre Picquart (Favre, 2004).

4. Les délocalisations en Chine concernent plutôt des productions manufacturières ou ouvrières, tandis qu'en Inde, il s'agit plutôt de services (traitement de texte, comptabilité, prestations informatiques...).

5. Coûts qui ne peuvent être diminués, même quand la conjoncture est mauvaise (loyer, masse salariale, électricité...).

vés, ne pas agir revient à condamner l'emploi, l'investissement, et *in fine* à mettre en danger la pérennité de la société. Les entreprises américaines et japonaises l'ont compris avant les autres : elles utilisent les pays émergents comme « ateliers », afin d'augmenter leur propre compétitivité et de créer davantage d'emplois dans leur propre pays. Ainsi, Dell ne fait plus guère que de l'assemblage sur le sol américain, et évidemment de la conception et du marketing, et importe ses composants d'Asie ou d'autres pays émergents. Pour résumer, les Américains et les Japonais conservent l'amont (recherche et développement, conception des produits, définition des services) et l'aval (marketing, distribution), mais délocalisent la production manufacturière.

Cette façon de faire présente deux avantages. D'une part, les activités en amont et en aval sont les mieux rémunérées, car ce sont elles qui génèrent le plus de valeur ajoutée. Les entreprises attirent donc de bons collaborateurs et les payent en conséquence. D'autre part, les conjoncturistes le savent bien, les activités de production manufacturière sont les plus volatiles¹, tandis que celles concernant la conception, le marketing et la distribution sont plus stables. En somme, tout se passe comme si les entreprises japonaises et américaines avaient délocalisé les fluctuations vers les pays émergents.

Des bénéfices partagés

Chacun tire avantage de la situation. Les Américains et les Japonais optimisent leurs coûts, augmentent leurs salariés, conservent les métiers les plus productifs et les mieux payés,

1. Lorsque la demande en produits manufacturés augmente, l'entreprise accroît sa production pour répondre à cette demande, mais aussi pour constituer des stocks (la production augmente donc plus que la demande). En revanche, il n'est pas possible par nature de constituer des stocks pour les activités de services, qui ne font donc que répondre strictement à la demande.

diminuent la volatilité des chiffres d'affaires et sont plus compétitifs. Les salariés des pays émergents ont du travail, bénéficient de transferts de compétence et de technologie, et s'enrichissent progressivement (ce qui en retour ouvre des marchés aux pays du Nord).

La mondialisation ne peut se réduire aux échanges commerciaux entre les pays, c'est la réorganisation des entreprises sur une base mondiale. Si les Français avaient conscience de tout cela, ils envisageraient les délocalisations (et l'émergence de la Chine) d'une façon plus positive.

Le très net redressement de l'économie japonaise depuis 2005 est à ce titre riche d'enseignement et montre qu'il n'y a pas de fatalité en économie. En effet qui, plus que les Japonais, aurait pu se sentir mis en péril par la course folle de l'économie chinoise ? Les entreprises japonaises ont pourtant su transformer la menace chinoise en opportunité, en envisageant les industriels chinois comme des partenaires plus que comme des concurrents. Elles utilisent ainsi la Chine comme atelier et se réservent la production dans le domaine des technologies de pointe, investissant massivement en recherche et développement, ce qui a permis de commencer à réindustrialiser le pays. Voilà la preuve que, même dans le cadre d'économies très développées, où les salaires sont élevés, les entreprises industrielles peuvent s'inventer un avenir dans le haut de gamme.

« La mondialisation, c'est l'exploitation des pays pauvres par les pays riches »

Nous qui avons la chance de pouvoir renouveler au moins partiellement notre garde-robe tous les ans, sommes-nous les agents involontaires de l'exploitation de l'Orient par l'Occident ? Devons-nous culpabiliser d'être à la recherche du prix

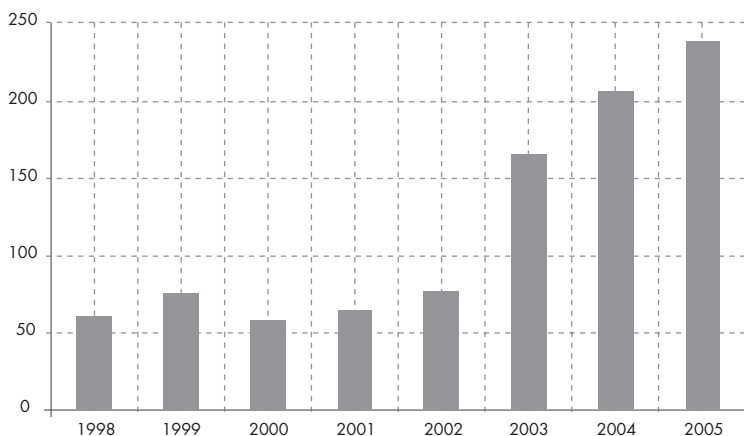
le plus bas et de la promotion la plus avantageuse ? Agissons-nous au détriment du petit industriel vietnamien ou malais ?

Bangalore, en Inde, accueille chaque semaine deux à trois nouveaux investisseurs étrangers (centres d'appel, sociétés informatiques, cabinets de conseil...), au profit de ces derniers bien entendu. Il est vrai que les salaires de Bangalore ne sont pas ceux de la Silicon Valley, ni même de l'Île-de-France. Néanmoins, peut-on parler d'exploitation, dans la mesure où tout est fait à Bangalore pour attirer ces investisseurs ? La population locale, les plus jeunes surtout, s'y retrouve. Une nouvelle classe moyenne apparaît, qui part davantage en vacances à l'étranger, achète des vêtements chics et accède de plus en plus à la propriété. Certes, les inégalités se creusent, mais pas parce que certains s'appauvrissent. Au contraire, les disparités s'accroissent parce que les ingénieurs indiens de Bangalore s'enrichissent rapidement. Il est vrai qu'à 100 kilomètres de Bombay, on rencontre encore des agriculteurs travaillant dans des conditions dignes du Moyen Âge, mais c'était encore pire avant ! Alors où est l'exploitation ?

Dans ce nouveau monde, les pays émergents qui ouvrent leurs frontières aux investissements étrangers, lèvent leurs barrières commerciales, respectent les droits de propriété, développent des universités de haut niveau, sont condamnés à... devenir aussi riches que nous. Ce n'est sûrement pas pour leur déplaire !

Les pays émergents attirent de plus en plus d'investissements

*Flux nets de capitaux privés à destination des pays émergents
(milliards de dollars)*



Source : FMI.

La culpabilité n'est donc pas de mise, car nous venons de le voir, dans cette économie mondialisée, chaque partie trouve son compte : les consommateurs occidentaux qui bénéficient de prix de plus en plus bas, les entreprises des pays riches qui se concentrent sur les tâches à forte valeur ajoutée, les salariés des pays émergents qui trouvent plus facilement du travail et s'enrichissent progressivement. Toutes les études empiriques démontrent que, depuis les années soixante-dix, les pays qui se sont ouverts sur l'extérieur ont connu une croissance supérieure à ceux qui sont restés fermés. Ces mêmes études rapportent en outre que les pays émergents profitent plus de l'ouverture que les autres¹.

1. Voir par exemple Daniel Cohen, *La mondialisation et ses ennemis*. Daniel Cohen rappelle aussi que les économies ouvertes sont moins sujettes à la corruption et au népotisme que les économies fermées.

Pourquoi y a-t-il alors encore un milliard de personnes qui vivent avec moins d'un euro par jour ? Parce que, du développement à l'éradication de la pauvreté, la route est longue, très longue même... Par ailleurs, de l'Afrique à l'Amérique latine, certains pays ne sont pas entrés dans la ronde du commerce mondial. Enfin, il ne faut pas oublier que même si le nombre de pauvres reste très élevé, leur part dans la population mondiale n'a sans doute jamais été aussi faible.

« Les enfants des pays riches jouent avec des jouets fabriqués par les enfants des pays pauvres »

75 % des jouets sont fabriqués en Chine. Le bonheur de nos enfants à Noël est-il la source du malheur de petits Chinois qui, au lieu d'aller à l'école, s'abîment la santé à travailler jusqu'à l'épuisement ? Le sujet est extraordinairement complexe, et l'analyse délicate à manier, tant le travail des enfants déchaîne à juste titre les passions. Le travail des enfants est une réalité dans de nombreux pays émergents. Selon l'Organisation internationale du travail, plus de 200 millions d'enfants et d'adolescents sont concernés dans le monde, essentiellement en Asie et dans le secteur agricole. Il n'est pas rare que les petits Indiens issus des campagnes aillent servir comme domestiques chez les bourgeois de Delhi, et envoient chaque mois une bonne partie de leur salaire à leur famille restée aux champs.

Heureusement, de plus en plus de donneurs d'ordre occidentaux, sous la pression avisée de leurs consommateurs, n'acceptent plus cette situation. L'éthique et le développement durable font davantage partie des préoccupations des multinationales, qui n'agissent pas par philanthropie naturelle, mais par intérêt. Pour une entreprise, faire montre d'un comportement irréprochable, c'est augmenter la valeur de sa marque, de ses profits futurs et de sa cote boursière. De grands groupes comme Ikea signent ainsi des partenariats, avec l'Unicef ou

l'OMC par exemple, dans le but de mener des actions communes de sensibilisation auprès des sous-traitants locaux. Ne soyons pas naïfs, ce n'est pas la seule envie d'œuvrer pour l'humanité qui a conduit les dirigeants d'Ikea à interdire aux fournisseurs le travail des enfants ou à s'illustrer en matière de protection de l'environnement ! Leur souhait est que les consommateurs, en achetant un meuble Ikea, pensent qu'ils contribuent à façonner un monde meilleur. Plus souvent qu'on ne le croit, éthique et profit se rejoignent...

Malheureusement, la seule stratégie marketing d'une poignée de multinationales ne sera pas suffisante pour éradiquer le travail des enfants. Pour bien comprendre de quelle façon la situation peut s'améliorer, il faut connaître les racines du mal. Dans les pays occidentaux, le travail des enfants n'a commencé à refluer que très tardivement, souvent à partir de la seconde partie du XX^e siècle. Cette régression est due pour une petite part à l'évolution législative ou à la pression des syndicats, et pour une très grande part à l'augmentation générale du niveau de vie. En effet, dans la majorité des cas, le travail des enfants (plutôt que leur scolarisation) constitue pour les habitants des pays pauvres un moyen de survie.

Certains gouvernements bien intentionnés peuvent faire voter des lois l'interdisant ; elles resteront lettre morte car les familles concernées n'ont pas le choix. Évidemment, l'argument selon lequel la scolarisation d'un enfant constitue un investissement (un enfant qui apprend à lire, à écrire et à compter pourra au bout du compte rapporter davantage à sa famille) est formellement juste. Malheureusement, il n'est pas valable lorsqu'il est question de survie à court terme. Quand l'économie d'une nation prospère, ses habitants deviennent plus riches et le travail des enfants régresse. Voilà pourquoi les pays qui ont fait le choix d'entrer dans la mondialisation et dans le développement,

comme l'Inde ou le Brésil, verront à coup sûr le travail des enfants refluer sur leur sol, au fur et à mesure de leur évolution.

« On ne va quand même pas faire venir des plombiers polonais ! »

Ce désormais fameux plombier polonais en aura fait couler de l'encre et de la salive... et pas seulement chez les extrémistes ! Cet épouvantail a été brandi par les opposants au Traité constitutionnel européen pour démontrer que la libre concurrence entre pays riches de la vieille Europe¹ et pays moins riches de la nouvelle Europe² ne pouvait se faire qu'à notre détriment. N'était-ce pas un suicide collectif d'accepter la compétition entre un plombier français, bien rémunéré et bénéficiant d'une coûteuse Sécurité sociale, et un plombier polonais ayant un salaire quatre fois moins élevé sans protection sociale ?

Le raisonnement des ennemis du plombier étranger était le suivant : nous ne pouvons pas nous battre à la loyale avec des pays dans lesquels il n'existe pas de normes environnementales, où les salaires sont faibles et qui n'offrent pas de protection sociale. Pourquoi ? Parce que les coûts de production y sont automatiquement plus faibles que chez nous, les entreprises n'étant pas soumises aux mêmes exigences. Si l'on suit ce genre d'argument, la France devrait refuser presque toutes les formes d'importation ou d'investissement étranger sur son sol. Si nous ne devons faire des affaires qu'avec des pays dans lesquels la protection sociale est plus coûteuse que chez nous et le coût du travail plus élevé, nous risquons de nous retrouver en autarcie.

1. La France, l'Allemagne, l'Italie...

2. La Pologne, la Hongrie, la République tchèque...

La plupart des hommes politiques ont proposé de contourner cet obstacle en subventionnant les pays concernés (ceux de l'ancien bloc soviétique) et en leur demandant en contrepartie d'augmenter leur niveau de protection sociale. Le but était d'arriver dans ce domaine à une certaine harmonisation « par le haut ». Or ces pays n'ont pas du « haut » la même notion que nous. Pour eux, l'évolution passe par une croissance économique plus forte, un pouvoir d'achat plus élevé et un taux de chômage plus faible. Aucun d'entre eux, allez savoir pourquoi, ne désire apparemment échanger son développement contre notre généreuse protection sociale ou notre fiscalité... Devons-nous alors construire une ligne Maginot économique ou accepter la concurrence de ces pays comme un stimulus ?

Enfin, n'oublions pas non plus que la France va devoir faire face dans les années qui viennent à une pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs¹ :

- pour des raisons démographiques d'une part, le taux de fécondité en France n'est pas suffisamment élevé pour permettre le renouvellement des générations ;
- pour des raisons liées à la formation d'autre part, car nous avons sans doute formé ces dernières décennies un peu trop de sociologues, et pas assez de plombiers, de couvreurs, d'agents d'entretien ou d'assistantes maternelles.

Ce manque de main-d'œuvre pénalise notre potentiel de croissance. Prenons le cas des nourrices. Selon toute vraisemblance, il en manque en France par rapport à l'ampleur des besoins. Or la nourrice a un rôle économique : en gardant les

1. Du strict point de vue de l'économie, une plus forte immigration sera nécessaire à l'horizon 2010.

enfants, elle permet aux deux parents de travailler et de contribuer à l'augmentation de la richesse nationale, ce qui en retour est favorable à l'emploi.

« Pourquoi écouler nos marchandises à l'étranger, alors qu'ici des gens n'ont rien ? »

N'est-ce pas scandaleux d'exporter nos produits alimentaires alors que les *Restaurants du cœur* ne désemplissent pas ? La mondialisation ne nous amène-t-elle pas à regarder trop loin et à ne pas voir ce qui se déroule à nos portes ? Nous pourrions retourner la question : pourquoi ne pas faire bénéficier les pays émergents du savoir-faire accumulé par l'Europe et les États-Unis depuis la révolution industrielle ? Ils souhaitent acheter nos produits, et nos entreprises souhaitent les vendre... La classe moyenne chinoise compte environ 300 millions de personnes ; s'en désintéresser serait une faute ! La taille de l'économie chinoise (mesurée par son PIB) sera équivalente à celle du Japon en 2015 et à celle des États-Unis en 2040. L'Inde dépassera la France en 2020.

D'ici moins d'un demi-siècle, la configuration des grandes puissances économiques aura donc considérablement évolué ; nous devons en tenir compte dès maintenant. De ce point de vue, l'accélération du développement des marchés émergents constitue une chance pour nos entreprises, en tout cas pour celles qui ont les moyens de prospecter à l'étranger. Il n'est pas toujours facile de trouver des relais de croissance dans nos pays à la démographie essoufflée et aux marchés souvent saturés (automobile, textile, agroalimentaire...). Dans de nombreux secteurs industriels, mais pas seulement, le développement et donc la progression de l'emploi passent par des implantations en Inde, en Chine, au Brésil ou en Turquie. C'est là qu'il faut vendre aujourd'hui, car c'est là que se trouvent la démographie et les revenus les plus dynamiques.

Mais ce n'est pas tout. Les industries haut de gamme (pharmacie ou nouvelles technologies), dans lesquelles la France aimerait bien se spécialiser, demandent des investissements en recherche et développement (R & D) de plus en plus considérables¹. L'amortissement de ces investissements nécessite donc des productions extrêmement longues. Une PME limitée aux marchés français ne peut investir dans la recherche, car elle ne pourrait jamais rentabiliser son investissement. Pour dépenser en R & D, une entreprise doit pouvoir s'adresser à l'ensemble de la demande mondiale. Peut-on imaginer qu'EADS serait rentable en ne s'adressant qu'au marché français ? De la même façon, si Michelin a pu conserver son siège social à Clermont-Ferrand, c'est parce que le groupe a la capacité d'exporter des pneus dans le monde entier.

« La mondialisation détruit notre environnement »

Pour les antimondialistes, cette assertion est si évidente qu'elle devrait être considérée comme un fait établi. Greenpeace affirme que « la libéralisation du commerce à tout prix mène à davantage d'inégalités environnementales et sociales et affaiblit la démocratie² ». Selon les Verts français, « l'ouverture continue des marchés se fait sans aucune considération pour les normes sociales, environnementales et démocratiques³ ».

En augmentant la croissance de l'économie mondiale, la mondialisation est accusée d'amener les entreprises à piller les ressources du globe (pétrole, eau, bois...) et de générer d'insou-

1. Selon la définition de l'OCDE, les dépenses en recherche et développement regroupent les travaux entrepris en vue d'accroître la somme des connaissances disponibles dans la société, et l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications.

2. www.greenpeace.org/france

3. www.lesverts.fr

tenables émissions de polluants, notamment de gaz à effet de serre. Pour résumer, de la mondialisation à Rita et Katrina, il n'y aurait qu'un pas. Il est vrai que la forte croissance industrielle engendrée par la mondialisation génère une consommation soutenue de matières premières. Si le cours du baril de pétrole est passé en quelques années de 10 à 70 dollars, c'est parce que des pays comme l'Inde ou la Chine sont devenus de gros consommateurs. Faut-il craindre pour autant une pénurie de matières premières ? Certainement pas, l'homme a le génie d'inventer en permanence des solutions aux problèmes qui se dressent devant lui. La flambée du prix du pétrole a fait prendre conscience à chacun que viendra nécessairement un moment où la production de cette denrée rare diminuera. Il faudra alors se tourner vers d'autres sources d'énergie. Les Français semblent tentés par la technologie du « charbon propre¹ ». Après presque trente ans sans aucun projet de ce type, les États-Unis sont prêts à construire de nouvelles centrales nucléaires, voire une usine de retraitement de déchets comme celle de La Hague. Au cœur de ces réflexions, la protection de l'environnement tient une place de choix.

Des accusations infondées

Au sein de l'économie mondialisée, les entreprises sont à la recherche de faibles coûts de production. Elles sont soupçonnées de vouloir déplacer leurs sites de production des pays les plus rigoureux en matière de pollution vers ceux dans lesquels la protection de l'environnement n'est pas une contrainte. Autrement dit, la production aurait tendance à se déplacer du Nord, où les normes antipollution sont les plus strictes, vers le Sud, où elles sont plus lâches. *In fine*, les pays du Nord seraient

1. Cette technologie permet de *réduire* l'impact environnemental de l'utilisation du charbon.

amenés à abaisser leurs exigences environnementales pour tenter de rapatrier les capitaux partis au Sud. Pour les défenseurs de ces théories, la mondialisation de l'économie devrait donc nous conduire à plus ou moins long terme à un véritable cataclysme écologique.

Ce phénomène de délocalisation pour des raisons de normes écologiques a pu se produire dans certains secteurs, comme la tannerie ou l'exploitation minière. Toutefois, il n'existe pas à l'heure actuelle d'études chiffrées montrant que ce phénomène n'ait été autre que négligeable. Par ailleurs, les pays du Nord n'ont pas abaissé leurs exigences environnementales, ils les ont même relevées. Quant aux pays du Sud, ils sont moins sensibles à la problématique environnementale, sauf quand leur intérêt économique est en jeu ! Ainsi, le gouvernement chinois n'est pas indifférent au fait que la pollution dans les villes côtières rende difficile la pratique de l'aquaculture...

D'une façon plus générale, les multinationales qui respectent scrupuleusement les normes environnementales réglementaires, ou celles qui font du zèle et vont encore plus loin, ne sont pas pénalisées financièrement. Plusieurs études ont montré que, pour un type de production donné, les entreprises les moins polluantes sont aussi les plus rentables, parce que ce sont elles qui innovent le plus et qui sont à la pointe en matière de management et d'organisation. L'excellence économique va souvent de pair avec l'excellence écologique.

L'environnement, une préoccupation de pays riches

En fait, les Cassandre antimondialisation font l'impasse sur un point essentiel : la mondialisation, en élevant les revenus dans les pays pauvres, amène les citoyens à être de plus en plus exigeants en matière d'environnement. Si la défense de l'environnement est une nécessité pour la survie de l'espèce, il s'agit en pratique d'une occupation de riches, qui demande du temps

libre et de l'argent. Il est donc illusoire de demander aux Bangladais d'utiliser des procédés moins polluants, à moins que nous n'acceptions d'en financer la plus grande partie. En revanche, lorsqu'une classe moyenne apparaît, la préoccupation environnementale prend de l'ampleur. Le fait que les pays émergents attirent des investissements étrangers, et fassent donc venir sur leur sol les technologies développées dans les pays riches, leur permet de les imiter. Par ailleurs, quand une entreprise du Nord investit dans un pays du Sud (ou de l'Est) moins riche, elle y apporte un processus de production développé chez elle, et donc relativement moins polluant que les procédés en cours localement. En ce sens, la mondialisation a plutôt tendance à freiner la dégradation de l'environnement que l'inverse.

En tout état de cause, il n'existe pas vraiment de preuve tangible démontrant que la mondialisation est défavorable à l'environnement. Il revient donc aux États de prendre leurs responsabilités, éventuellement en coopérant les uns avec les autres. Que ceux qui, par exemple, acceptent l'idée du lien entre développement économique et réchauffement climatique prennent les mesures fiscales ou réglementaires nécessaires, ou qu'ils investissent dans le nucléaire ! Mais que l'on cesse, au nom de la survie de l'humanité, d'accuser les multinationales ou les pays émergents de déclencher des ouragans...

« Il faut encadrer la mondialisation »

Un travers assez français consiste à penser qu'il est possible de tout encadrer. Les hommes politiques en particulier nous resservent jusqu'à l'épuisement la nécessité « d'une mondialisation certes, mais régulée ». Or la mondialisation n'est pas une sorte de pâte à modeler déformable à l'envi. Elle n'est rien d'autre que la volonté d'êtres humains d'échanger, de commercer et de voyager. Si aujourd'hui elle est possible, c'est en

grande partie parce que les coûts de transport (aérien en particulier), pour les hommes comme pour les marchandises, ne sont plus prohibitifs. Le *Bureau of economic analysis* américain a ainsi calculé qu'une baisse de 1 % des coûts de transport entraînait une augmentation de 2 à 4 % des importations de biens intermédiaires destinés à être transformés (composants électriques et électroniques, produits métalliques ou en bois, produits minéraux...). Espérons que la montée du risque terroriste ne viendra pas réduire nos possibilités de nous déplacer ou d'envoyer des marchandises rapidement et à un coût raisonnable à l'autre bout du monde.

Par ailleurs, la mondialisation tire aussi parti de ce que l'avènement d'Internet, à la fin des années quatre-vingt-dix, a considérablement fait chuter le coût de circulation des informations. Aujourd'hui, n'importe qui ayant accès à Internet peut faire circuler de façon extrêmement fluide des fichiers textes ou des feuilles de calcul, vers n'importe quel pays connecté au réseau. Ainsi, si l'Inde a pu devenir le récipiendaire de services de comptabilité que les entreprises occidentales souhaitaient soustraire, c'est bien en grande partie grâce à Internet. Le pays a pu alors se développer considérablement dans le secteur des services, alors même qu'il manque cruellement d'infrastructures de qualité, ce qui entrave son développement industriel.

La réorganisation des grandes entreprises industrielles sur une base mondiale n'aurait pas été possible si les coûts de transport des êtres humains, des marchandises, mais également de l'information n'avaient pas considérablement diminué depuis l'avènement d'Internet (seconde partie des années quatre-vingt-dix). De fait, depuis un quart de siècle, le PIB mondial a augmenté chaque année en moyenne de 2,5 %, et le commerce mondial de 5 %. Quel État pourrait prétendre s'opposer à ces mutations ?

Bien entendu, la politique a sa part de responsabilité dans le développement de la mondialisation. L'avènement du marché unique européen y a, par exemple, largement contribué. Les réglementations locales, les droits de douane dans certains secteurs des services ou de l'agriculture, les accords commerciaux régionaux peuvent influencer l'évolution du commerce international. Toutefois, plus le nombre de sites Internet d'un pays augmente, plus ses exportations croissent, et ce mouvement n'est pas près de s'arrêter. On peut en effet penser que même si les États, pris de folie, voulaient ériger de nouvelles barrières douanières ou des quotas pour juguler la mondialisation, ils auraient du mal à le faire car, tôt ou tard, l'évolution technologique permettrait de les contourner. Dans la mesure où il est illusoire de vouloir arrêter ce phénomène, mieux vaut mettre toutes les chances de son côté pour en tirer parti.